

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), France Desautels, CPA, trésorière, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de McMasterville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 7 juillet 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de McMasterville

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de McMasterville (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 7 juillet 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	8 662 738	8 704 730	8 084 590
Compensations tenant lieu de taxes	2	299 620	295 415	280 427
Quotes-parts	3			
Transferts	4	455 270	2 160 553	846 505
Services rendus	5	620 568	703 303	688 491
Imposition de droits	6	387 220	627 447	1 807 140
Amendes et pénalités	7	166 276	87 383	145 062
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	161 755	384 016	250 239
Autres revenus	10	34 001	214 838	2 009 276
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	10 787 448	13 177 685	14 111 730
Charges				
Administration générale	14	2 038 247	2 148 718	1 858 247
Sécurité publique	15	2 295 404	2 331 762	2 245 038
Transport	16	2 123 447	2 258 440	1 903 756
Hygiène du milieu	17	2 340 516	2 912 225	2 239 256
Santé et bien-être	18	13 141	20 106	13 072
Aménagement, urbanisme et développement	19	565 473	663 181	580 996
Loisirs et culture	20	2 304 253	2 468 103	2 386 780
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	698 186	632 256	439 577
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	12 378 667	13 434 791	11 666 722
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(1 591 219)	(257 106)	2 445 008
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		29 653 981	27 208 973
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		29 653 981	27 208 973
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		29 396 875	29 653 981

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 087 010	5 199 545
Débiteurs (note 5)	2	6 311 884	6 067 401
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	12 750	12 750
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	7 411 644	11 279 696
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	92 720	530 820
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 019 529	1 933 739
Revenus reportés (note 11)	12	71 133	50 012
Dette à long terme (note 12)	13	15 904 615	16 199 068
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	88 640	90 228
Autres passifs (note 14)	15		
	16	18 176 637	18 803 867
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(10 764 993)	(7 524 171)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	39 827 189	36 744 951
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	48 687	65 747
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	285 992	367 454
	23	40 161 868	37 178 152
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	29 396 875	29 653 981
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	29 396 875	29 653 981
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	29 396 875	29 653 981
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 591 219)	(257 106)	2 445 008
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	5 676 945)(	5 752 555)(	3 068 983)
Produit de cession	3		19 304	1 862 367
Amortissement	4	1 938 302	2 650 296	2 074 865
(Gain) perte sur cession	5		717	(1 861 815)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(3 738 643)	(3 082 238)	(993 566)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		17 060	(6 930)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		81 462	(171 218)
	13		98 522	(178 148)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(5 329 862)	(3 240 822)	1 273 294
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(7 524 171)	(8 797 465)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(7 524 171)	(8 797 465)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(10 764 993)	(7 524 171)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(257 106)	2 445 008
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 650 296	2 074 865
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession d'immobilisations	3.1	717	(1 861 815)
	4	2 393 907	2 658 058
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(244 483)	(745 789)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(55 242)	(127 337)
Revenus reportés	8	21 121	13 941
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(1 588)	(19 034)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	17 060	(6 930)
Autres actifs non financiers	12	81 462	(171 218)
	13	2 212 237	1 601 691
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(5 611 523) (	2 856 405)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	19 304	1 862 367
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	() (	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(5 592 219)	(994 038)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	() (	12 750)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	() (	)
Cession	22		10 000
	23		(2 750)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	3 157 346	5 095 924
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 442 598) (	3 572 640)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(438 100)	232 546
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(9 201)	(38 799)
Autres			
▪	28.1		
	29	(732 553)	1 717 031
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(4 112 535)	2 321 934
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 199 545	2 877 611
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	5 199 545	2 877 611
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 087 010	5 199 545

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de McMasterville (ci-après « la Ville »), auparavant constituée en vertu du Code municipal, est régie par la Loi sur les cités et villes depuis le 5 août 2023, date de publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL)	2,595 %
Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée-du-Richelieu (RIEVR)	5,7843 %
Régie d'assainissement des eaux de la Vallée-du-Richelieu (RAEVR)	7,4429 %
Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu (RISIVR)	6,9119 %
Régie intermunicipale de services animaliers de la Vallée-du-Richelieu (RISAVR)	4,2754 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Améliorations locatives	4 à 10 ans
Véhicules	5 à 15 ans
Ameublement et équipements de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipements	5 à 30 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Stock de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation selon la méthode du coût moyen pondéré.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville et certains partenariats (RIEVR, RAEVR) et le régime de retraite simplifié (RRS) offert par un partenariat (RISIVR) sont comptabilisés comme un régime à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

RIPRSL

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2024 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

RIPRSL

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part. Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

J) Autres éléments

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 087 010	5 199 545
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 087 010	5 199 545
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 087 010	5 199 545
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	711 032	4 702 761
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	2 509 381	2 742 209

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à aux fonds réservés, aux revenus reportés relatifs au fonds de parcs et terrains de jeux, ainsi qu'au financement des investissements en cours non utilisé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 575 757 \$ (369 691 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 344 482 \$ (234 213 \$ en 2023).

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	406 569	396 067
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 056 827	4 754 128
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 145 595	132 816
Organismes municipaux	13	364 780	498 781
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	136 405	145 882
▪ Intérêts et autres	14.2	201 708	139 727
	15	6 311 884	6 067 401
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 882 793	3 075 605
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 882 793	3 075 605
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		24 092
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	3 604 380	3 782 862
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	259 128	606 610
Ministère de la Culture et des Communications	25	35 950	38 728
Autres ministères/organismes	26	157 369	325 928
	27	4 056 827	4 754 128

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 1,67 % à 4,56 % et viennent à échéance au plus tard en 2044.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	12 750	12 750
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	12 750	12 750
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	12 750	12 750
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Le placement de portefeuille à titre d'investissement de la Ville est composé du « Fonds des municipalités pour la biodiversité ».

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 600 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,2 % au 31 décembre 2023) et renouvelable en janvier 2027. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire de 4 363 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (5,2 %) échéant en février 2025. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations d'investissement de la Ville.

Partenariats

Les partenariats bénéficient d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 17 788 000 \$ portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel (5,45 %; 7,2 % au 31 décembre 2023) à un taux préférentiel moins 0,5 % (4,95 %; 6,7 % au 31 décembre 2023) et renouvelables annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	547 269	609 910
Salaires et avantages sociaux	44	540 411	457 841
Dépôts et retenues de garantie	45	758 273	729 082
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	173 576	136 906
	48	2 019 529	1 933 739

Note

Au cours de l'exercice, la Ville et un partenariat ont acquis des immobilisations corporelles, dont un montant de 662 628 \$ (521 596 \$ au 31 décembre 2023) est inclus dans les fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	10 552	13 294
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	12 188	12 188
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres revenus/subventions perçus d'avance	62.1	48 393	24 530
	63	71 133	50 012

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,77	2025	2038	64	15 549 802	15 771 285
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux	1,30	3,30	2026	2026	67	175 362	207 067
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,08	2,15	2026	2042	68	276 812	308 876
Autres					69		
					70	16 001 976	16 287 228
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(97 361)	(88 160)
					72	15 904 615	16 199 068

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		3 364 570	32 717		3 397 287
2026	74		2 571 352	31 610	175 362	2 778 324
2027	75		2 031 134	26 046		2 057 180
2028	76		4 578 875	20 390		4 599 265
2029	77		2 782 072	19 285		2 801 357
2030 et plus	78		221 799	146 764		368 563
	79		15 549 802	276 812	175 362	16 001 976
Intérêts et frais accessoires	80		()	()	()	()
	81		15 549 802	276 812	175 362	16 001 976

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (88 640)	(90 228)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84 (88 640)	(90 228)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 114 357	90 942
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88 207 410	194 413
Régimes de retraite des élus municipaux	89 24 863	24 070
	90 346 630	309 425

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 () ()	
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	11 567 852	780 372		12 348 224
Eaux usées	102	16 046 779	21 931		16 068 710
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	13 731 213	3 131 804	41 394	16 821 623
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	104.1	7 260 059	417 646		7 677 705
▪ Autres infrastructures	104.2	1 134 246	139 817		1 274 063
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	12 426 646	1 348 885		13 775 531
Améliorations locatives	107	790 649	24	10 372	780 301
Véhicules	108	1 582 058	191 321	70 792	1 702 587
Ameublement et équipement de bureau	109	1 216 169	39 650	427 146	828 673
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 846 095	404 274	409 027	2 841 342
Terrains	111	375 276			375 276
Autres	112	15 000			15 000
	113	68 992 042	6 475 724	958 731	74 509 035
Immobilisations en cours	114	1 682 317	(723 169)		959 148
	115	70 674 359	5 752 555	958 731	75 468 183
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	5 657 177	383 051		6 040 228
Eaux usées	117	7 724 499	468 278		8 192 777
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	6 303 527	696 535	41 394	6 958 668
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	119.1	3 483 175	426 395		3 909 570
▪ Autres infrastructures	119.2	526 014	77 961		603 975
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 844 589	317 983		6 162 572
Améliorations locatives	122	40 984	1 507	3 435	39 056
Véhicules	123	1 005 637	109 681	59 080	1 056 238
Ameublement et équipement de bureau	124	1 033 221	48 495	426 786	654 930
Machinerie, outillage et équipement divers	125	2 310 585	120 410	408 015	2 022 980
Autres	126				
	127	33 929 408	2 650 296	938 710	35 640 994
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	36 744 951			39 827 189
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	478 634		4 080	474 554
Amortissement cumulé	130	(144 913)	(33 085)	(2 827)	(175 171)
Valeur comptable nette	131	333 721			299 383

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Divers frais payés d'avance	143.1	261 609
Autres		
▪ Avance sur acquisition d'immobilisations	144.1	24 383
	145	285 992
		367 454

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en 2028, la Ville s'est engagée à verser une somme totale de 1 106 411 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les quatre prochains exercices les sommes suivantes :

2025	879 132 \$
2026	168 907 \$
2027	29 567 \$
2028	28 805 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La quote-part de la Ville dans des contrats de location d'équipements et d'immeubles échéant à différentes dates en vertu desquels la RIPRSL s'est engagée pour les trois prochains exercices totalise 30 720 \$. La quote-part annuelle de la Ville se détaille comme suit :

2025	10 240 \$
2026	10 240 \$
2027	10 240 \$

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur les emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés.

Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 683 797 \$ sur une période de 20 ans.

L'échéancier de ces subventions est le suivant :

2025	99 758 \$
2026	93 164 \$
2027	86 326 \$
2028	79 230 \$
2029	71 866 \$

La Ville reçoit annuellement du ministère de la Culture et des Communications des subventions pour le financement de projets d'immobilisations corporelles.

L'échéancier de ces subventions est le suivant :

2025	1 159 \$
2026	190 \$

La Ville a également conclu des contrats de location de locaux et diverses ententes échéant à différentes dates jusqu'en 2033, prévoyant la perception des revenus totalisant 229 457 \$.

Les revenus à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à :

2025	70 337 \$
2026	50 071 \$
2027	38 503 \$
2028	33 952 \$
2029	9 803 \$

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 205 615 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Communauté métropolitaine de Montréal. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 86 577 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et du Réseau de transport métropolitain (exo). Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 212 000 \$ et 566 000 \$ respectivement.

B) Auto-assurance

La RIPRSL assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour les employés cadres.

C) Poursuites**RIPRSL**

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée. La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 29 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 128 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 1 040 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 4 650 000 \$ qui a été intentée par trois citoyens suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

RAEVR

La régie a reçu une mise en demeure d'une somme de 4 784 709 \$ de la part d'un fournisseur pour des travaux en extras qui aurait été effectués pour la régie. La régie conteste le bien-fondé de cette mise en demeure. Toute perte résultant de cette mise en demeure serait comptabilisée dans l'exercice du dénouement de la mise en demeure.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 420 638 \$ (400 808 \$ au 31 décembre 2023), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 0 \$ (7 307 \$ au 31 décembre 2023).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % aux 31 décembre 2024 et 2023 n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts temporaires	92 720 \$	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	1 977 136 \$	42 393 \$	-	-
Dettes à long terme	3 916 822 \$	5 683 755 \$	7 770 666 \$	221 798 \$
Total	5 986 678 \$	5 726 148 \$	7 770 666 \$	221 798 \$

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Région de la Capitale		Municipalité		Ventilation de l'amortissement		Organismes contrôlés et partenaires		Total consolidé¹	
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale					
Revenus	Fonctionnement										
	Taxes	1	8 084 590	8 662 738	8 704 730						8 704 730
	Compensations tenant lieu de taxes	2	280 427	299 620	295 415						295 415
	Quotes-parts	3							2 604 198		
	Transferts	4	249 910	432 671	458 792				23 556		482 348
	Services rendus	5	579 251	523 964	619 688				83 615		703 303
	Imposition de droits	6	1 794 331	387 220	627 385				62		627 447
	Amendes et pénalités	7	10 328	8 500	2 833				84 550		87 383
	Revenus de placements de portefeuille	8									
	Autres revenus d'intérêts	9	216 508	138 820	327 279				56 737		384 016
	Autres revenus	10	1 896 468	10 020	35 819				177 834		213 653
Effet net des opérations de restructuration	11										
12		13 111 813	10 463 553	11 071 941				3 030 552		11 498 295	
Investissement	Taxes	13									
	Quotes-parts	14									
	Transferts	15	199 800		1 608 724				69 481		1 678 205
	Imposition de droits	16									
	Autres revenus										
	Contributions des promoteurs	17									
	Autres	18	32 224						1 185		1 185
	Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenaires commerciaux	19									
	Effet net des opérations de restructuration	20									
	21	232 024	1 608 724								1 679 390
	22	13 343 837	10 463 553	12 680 665				70 666	3 101 218		13 177 685
Charges	Administration générale	23	1 793 546	1 978 127	2 083 565	65 153					2 148 718
	Sécurité publique	24	1 888 105	2 096 052	2 078 832				2 221 434		2 331 762
	Transport	25	1 433 490	1 505 886	1 473 965	784 475					2 258 440
	Hygiène du milieu	26	1 743 119	1 883 427	2 017 219	784 224			746 476		2 912 225
	Santé et bien-être	27	4 322	5 067	11 356	8 750					20 106
	Aménagement, urbanisme et développement	28	580 996	565 473	663 181						663 181
	Loisirs et culture	29	1 716 381	1 698 190	1 779 112	688 991					2 468 103
	Réseau d'électricité	30									
	Frais de financement	31	372 153	627 926	536 844				95 412		632 256
	Effet net des opérations de restructuration	32									
	Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 766 753	1 900 000	2 331 593	(2 331 593)					
34	11 298 865	12 260 148	12 975 667				3 063 322			13 434 791	
Excédent (déficit) lié aux activités	35	2 044 972	(1 796 595)	(295 002)				37 896		(257 106)	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024	
	Administration municipale		Administration municipale		Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Excédent (déficit) lié aux activités						
Moins : revenus d'investissement	1	2 044 972	(1 796 595)	(295 002)	37 896	(257 106)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	2	(232 024)	()	1 608 724	(70 666)	1 679 390
CONCILIATION À DES FINS FISCALES	3	1 812 948	(1 796 595)	(1 903 726)	(32 770)	(1 936 496)
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 766 753	1 900 000	2 331 593	318 703	2 650 296
Produit de cession	5	1 857 946		7 075	12 229	19 304
(Gain) perte sur cession	6	(1 857 945)		(68)	785	717
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 766 754	1 900 000	2 338 600	331 717	2 670 317
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				5 833	5 833
Remboursement de la dette à long terme	17	(461 269)	582 344	(582 344)	(173 306)	(755 650)
	18	(461 269)	(582 344)	(582 344)	(167 473)	(749 817)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(118 978)	()	(14 633)	(10 010)	(24 643)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			421 697		421 697
Excédent de fonctionnement affecté	21	574 854	528 600	815 180	12 975	828 155
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 604 888)	(49 661)	(51 656)	(26 863)	(78 519)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				35 793	35 793
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 149 012)	478 939	1 170 588	11 895	1 182 483
	26	156 473	1 796 595	2 926 844	176 139	3 102 983
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 969 421		1 023 118	143 369	1 166 487

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023		Réalisations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	Total consolidé¹
Revenus d'investissement	1	232 024	1 608 724	70 666
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				1 679 390
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	194 105)(	51 290)(	)(
Sécurité publique	3 (	)(	)(	667 408)(
Transport	4 (	1 039 224)(	2 581 860)(	)(
Hygiène du milieu	5 (	545 465)(	1 838 385)(	27 312)(
Santé et bien-être	6 (	)(	)(	)(
Amenagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)(	)(
Loisirs et culture	8 (	586 753)(	586 300)(	)(
Réseau d'électricité	9 (	)(	)(	)(
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)(	)(
	11 (	2 365 547)(	5 057 835)(	694 720)(
	12 (	)(	)(	)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	12 750)(	)(	)(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 220 644		652 132
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	118 978	14 633	10 010
Excédent accumulé				24 643
Excédent de fonctionnement non affecté	16		136 976	136 976
Excédent de fonctionnement affecté	17	598 545	77 081	77 081
Réserves financières et fonds réservés	18	288 716	237 154	80 952
	19	1 006 239	465 844	90 962
	20	848 586	(4 591 991)	48 374
	21	1 080 610	(2 983 267)	119 040
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				(2 864 227)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES

SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES

AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2023		2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 832 207	605 162	481 848
Débiteurs (note 5)	2	5 015 348	5 698 940	612 944
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4	215 980	215 980	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			12 750
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6			
Autres actifs financiers (note 8)	7			
	8	10 063 535	6 520 082	1 094 792
				7 411 644
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 9)	10			92 720
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 409 394	1 499 108	520 421
Revenus reportés (note 11)	12	44 671	64 386	6 747
Dette à long terme (note 12)	13	14 173 916	13 410 013	2 494 602
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14			88 640
Autres passifs (note 14)	15			
	16	15 627 981	14 973 507	3 203 130
	17	(5 564 446)	(8 453 425)	(2 108 338)
				18 176 637
				(10 764 993)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	30 819 187	33 538 422	6 288 767
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19			
Stocks de fournitures	20	60 231	41 213	7 474
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	348 874	242 633	43 359
	23	31 228 292	33 822 268	285 992
				40 161 868
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 553 421	1 281 943	253 561
Excédent de fonctionnement affecté	25	2 335 220	2 178 881	5 052
Réserves financières et fonds réservés	26	1 660 082	1 474 584	70 992
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	61 270) (
Financement des investissements en cours	28	444 973	(2 538 293)	20 487
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	19 670 150	22 971 728	3 942 440
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			
	31	25 663 846	25 368 843	4 231 262
				29 396 875
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 775 735	2 751 757	4 343 080	4 069 779
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	674 910	637 648	1 042 897	964 911
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	25 584	20 447	20 447	19 922
Autres biens et services	8	2 121 178	2 645 863	3 291 182	2 708 216
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	453 407	386 268	471 030	309 066
D'autres organismes municipaux	10	32 603	27 775	27 775	28 488
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	132 556	112 927	112 927	85 635
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	9 360	9 874	20 524	16 388
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	4 083 949	3 969 388	1 365 190	1 337 537
Transferts	15				
Autres	16	14 475	13 616	13 616	14 425
Autres					
Transferts	17		34 575	41 891	
Autres	18	36 391	33 936	33 936	37 490
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	1 900 000	2 331 593	2 650 296	2 074 865
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	12 260 148	12 975 667	13 434 791	11 666 722

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 535 504	1 689 428
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 183 933	2 351 714
Réserves financières et fonds réservés	3	1 545 576	1 759 214
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(61 270)(	19 644)
Financement des investissements en cours	5	(2 517 806)	348 086
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	26 710 938	23 525 183
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	29 396 875	29 653 981

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	1 281 943	1 553 421
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	253 561	136 007
	11	1 535 504	1 689 428

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Gestion immobilière	12.1	188 272	196 029
▪ Gestion administrative / gestion des ressources humaines	12.2	419 259	326 153
▪ Parcs municipaux	12.3	568 724	642 896
▪ Fonds vert et aménagements urbains	12.4	437 604	445 495
▪ Autres	12.5	565 022	308 647
▪ Budget de fonctionnement exercice suivant	12.6		416 000
	13	2 178 881	2 335 220
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RIPRSL	14.1	5 052	5 052
▪ RISAVR	14.2		11 442
	15	5 052	16 494
	16	2 183 933	2 351 714

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	382 805	343 144
Organismes contrôlés et partenariats	22	53 120	64 459
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24	17 872	18 908
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		15 765
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	53 918	41 923
Autres			
▪ Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	30.1	1 037 861	1 275 015
	31	1 545 576	1 759 214
	32	1 545 576	1 759 214

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	7 396)(	8 927)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	9 082)(	10 717)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	16 478)(	19 644)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	16 478)(	19 644)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	5 833)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(	)
Autres			
▪ RIPRSL - Impact chapitre SP3400 Amendes	55.1 (	43 625)(	)
	56 (	49 458)(	)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	4 666	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	4 666	
	63 (	61 270)(	19 644)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	178 974	558 411
Investissements à financer	65 (	2 696 780)(	210 325)
	66	(2 517 806)	348 086
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	39 827 189	36 744 951
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	12 750	12 750
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	39 839 939	36 757 701
Ajustements aux éléments d'actif	73	(9 818)	(20 895)
	74	39 830 121	36 736 806
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	15 904 615)(	16 199 068)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	97 361)(	88 160)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	2 882 793	3 075 605
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	13 119 183)(	13 211 623)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	13 119 183)(	13 211 623)
	83	26 710 938	23 525 183

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Pour la description détaillée, se référer au rapport financier 2024 de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL) - Code géographique R4019.

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(90 228)	(109 262)
Charge de l'exercice	4 (	114 357)(	90 942)
Cotisations versées par l'employeur	5	115 945	109 976
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(88 640)	(90 228)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	4 457 847	4 192 845
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	4 524 149)(	4 287 485)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(66 302)	(94 640)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(22 338)	4 412
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(88 640)	(90 228)
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(88 640)	(90 228)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	4 457 847	4 192 845
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	4 524 149)(	4 287 485)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	66 302)(	94 640)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	193 195	164 186
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	193 195	164 186
Cotisations salariales des employés	21 (	98 794)(	83 092)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	94 401	81 094
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	6 358	2 063
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1	2 984	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	103 743	83 157
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	256 594	237 001
Rendement espéré des actifs	32 (	245 980)(	229 216)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	10 614	7 785
Charge de l'exercice	34	114 357	90 942
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	243 528	171 078
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	245 980)(	229 216)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(2 452)	(58 138)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	22 844	9 256
Prestations versées au cours de l'exercice	39	193 265	174 703
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	4 671 130	4 149 146
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	84 545	76 241
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	128 427	63 915
DMERCA du nouveau volet	45	16	16
DMERCA de l'ancien volet	46	11	11
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	34	34
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,95 %	5,85 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,85 %	5,71 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,79 %	2,79 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements
S.O.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 4

Description des régimes et autres renseignements

Ville de McMasterville :

REER collectif:

Cols bleus, cols blancs, cadres: employé 8 % ; employeur 8 %

Partenariats:

RIEVR :

REER collectif

Cols bleus: employé 8 % ; employeur 8 %

Cadres: employé 9 % ; employeur 9 %

RAEVR :

REER collectif

Cadres: employé 9 % ; employeur 9 %

RISIVR :

RRS

Pompiers et cadres réguliers: employé 9 % ; employeur 9 %

Pompiers à temps partiel: le taux de contribution varie selon la municipalité de provenance.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	39 944	42 086
REER	114	142 260	130 883
Autres régimes	115	25 206	21 444
	116	207 410	194 413

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

Ville de McMasterville: Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	5 708	5 441
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	19 236	18 335
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	5 627	5 735
	121	24 863	24 070

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	6 021 501	6 051 032	6 051 032
Taxes spéciales				5 715 722
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	6 021 501	6 051 032	6 051 032
				5 715 722
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	809 977	812 597	812 597
Égout	13	826 146	829 465	829 465
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	970 114	977 255	977 255
Autres	16.1			
▪	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	35 000	34 381	34 381
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 641 237	2 653 698	2 653 698
				2 368 868
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 641 237	2 653 698	2 653 698
				2 368 868
	27	8 662 738	8 704 730	8 704 730
				8 084 590

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	40 115	35 210	33 332
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	259 505	260 205	247 095
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	299 620	295 415	280 427
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	299 620	295 415	280 427

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48		18 311	
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			1 980
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	30 495	30 947	34 165
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			286
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		5 245	5 585
Réseau de distribution de l'eau potable	64	12 960	13 152	14 517
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	32 782	33 268	31 792
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	500	500	500
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	8 500	8 500	11 900
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	33 817	25 064	43 541
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	21 392	22 133	19 988
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	131 446	133 564	157 120
				164 254

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91		68 737	389 230
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	784 669	784 670	
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96	369 847	369 847	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105	119 933	119 939	
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107	289 837	289 830	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114	37 528	44 438	8 333
Autres	115	6 910	744	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			191 467
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	1 608 724	1 678 205	589 030

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	301 225	301 225	301 225
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138	24 003	24 003	
	139	301 225	325 228	93 221
TOTAL DES TRANSFERTS	140	432 671	2 067 516	846 505

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			13 448
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			13 448
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		13 046	12 405
Réseau de distribution de l'eau potable	158	11 000	11 745	10 901
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160	4 000	4 617	4 303
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	15 000	29 408	27 609

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	118 616	117 285	116 217
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	118 616	117 285	116 217
Réseau d'électricité	183			
	184	133 616	133 647	146 693
				157 274

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	3 000	4 309	4 686
	188	3 000	4 309	4 686
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191		17 311	8 525
Sécurité civile	192			
Autres	193		53 258	74 862
	194		70 569	83 387
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	9 413	8 502	9 019
Enlèvement de la neige	196	13 086	13 153	14 514
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	22 499	21 655	23 533
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	271	271	9 819
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	3 015	3 015	6 500
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	3 286	3 286	16 319

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218	32 591	32 591	32 591
	219	32 591	32 591	32 591
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	332 258	424 200	424 200
Activités culturelles				370 701
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	332 258	424 200	424 200
	229			370 701
Réseau d'électricité	230	390 348	486 041	556 610
	231	523 964	619 688	531 217
TOTAL DES SERVICES RENDUS			703 303	688 491

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	29 220	56 795	56 857	51 536
Droits de mutation immobilière	233	353 600	562 277	562 277	1 749 045
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235	4 400	8 313	8 313	6 559
	236	387 220	627 385	627 447	1 807 140
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	237	8 500	2 833	87 383	145 062
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	239	138 820	327 279	384 016	250 239
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		68	(717)	1 861 815
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246				
Autres contributions	247				17 654
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	10 020	35 751	215 555	129 807
	250	10 020	35 819	214 838	2 009 276
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	Conseil	281 825	262 788	9 773	272 561	259 358
2	Greffé et application de la loi	398 865	353 152	16 288	369 440	365 618
3	Gestion financière et administrative	692 511	834 211	19 546	853 757	666 303
4	Évaluation	65 142	65 142		65 142	62 719
5	Gestion du personnel	38 489	64 941		64 941	13 973
	Autres					
6.1	▪ Communications et Autres	501 295	503 331	19 546	522 877	490 276
7		1 978 127	2 083 565	65 153	2 148 718	1 858 247
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
8	Police	1 205 230	1 204 611		1 204 611	1 363 645
Sécurité incendie						
9	Premiers répondants					
10	Autres	767 973	778 651		778 651	752 645
11	Sécurité civile	45 017	44 461		44 461	40 964
12	Autres	77 832	51 109		51 109	87 784
13		2 096 052	2 078 832		2 078 832	2 245 038
TRANSPORT						
Réseau routier						
14	Voirie municipale	543 733	527 869	406 515	934 384	755 361
15	Enlèvement de la neige	364 830	338 912	314 396	653 308	528 583
16	Éclairage des rues	44 764	51 807	33 109	84 916	59 447
17	Circulation et stationnement	33 932	33 967	23 885	57 852	57 412
Transport collectif						
18	Transport en commun	518 627	521 410	6 570	527 980	502 953
19	Transport aérien					
20	Transport par eau					
21	Autres					
22		1 505 886	1 473 965	784 475	2 258 440	1 903 756

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	321 315	343 374	13 365	356 739	310 232
Réseau de distribution de l'eau potable	24	225 492	382 759	345 991	728 750	423 624
Traitement des eaux usées	25	305 425	281 384		281 384	438 673
Réseaux d'égout	26	184 632	288 139	408 277	696 416	381 147
Matières résiduelles						417 033
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	248 295	218 863		218 863	208 558
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	72 653	(22 802)		(22 802)	60 736
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	156 315	156 315	11 337	167 652	155 160
Traitement	32	156 214	156 214		156 214	148 234
Matériaux secs	33	144 899	163 134		163 134	93 204
Autres	34	8 300	7 974		7 974	8 252
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	57 187	40 713	5 254	45 967	36 003
Autres	39	2 700	1 152		1 152	1 524
	40	1 883 427	2 017 219	784 224	2 801 443	2 239 256
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42	5 067	11 356	8 750	20 106	
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					13 072
	45	5 067	11 356	8 750	20 106	13 072

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	565 473	650 822	650 822	650 822	523 442
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49		12 359	12 359	12 359	57 554
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52					
	53	565 473	663 181	663 181	663 181	580 996
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	362 761	385 947	72 639	458 586	453 568
Patinaires intérieures et extérieures	55	242 085	237 916	198 310	436 226	520 779
Piscines, plages et ports de plaisance	56	172 031	178 950	54 434	233 384	207 065
Parcs et terrains de jeux	57	685 830	738 988	338 164	1 077 152	985 096
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	47 522	45 529	45 529	45 529	42 890
Autres	60	56 025	67 045	67 045	67 045	50 873
	61	1 566 254	1 654 375	663 547	2 317 922	2 260 271
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	25 521	11 692	11 692	11 692	28 386
Bibliothèques	63	106 415	113 045	25 444	138 489	98 123
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67	131 936	124 737	25 444	150 181	126 509
	68	1 698 190	1 779 112	688 991	2 468 103	2 386 780

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Total	Réalizations 2024	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	577 084	500 094		500 094	584 242	403 366
Autres frais	71	41 482	26 876		26 876	27 490	19 823
Autres frais de financement	72						
Avantages sociaux futurs	73	9 360	9 874		9 874	10 614	7 785
Autres	74	627 926	536 844		536 844	9 910	8 603
						632 256	439 577
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	1 900 000	2 331 593 (	2 331 593)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	795 270	795 270	441 675
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			48 961
Conduites d'égout	4			31 878
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 061 560	3 061 560	1 025 035
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	411 741	411 741	478 448
Autres infrastructures	11	139 817	139 817	105 438
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	44 259	625 939	769 362
Édifices communautaires et récréatifs	14	79 286	79 286	
Améliorations locatives	15		24	2 481
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	115 573	186 072	64 807
Ameublement et équipement de bureau	18	25 672	48 572	48 613
Machinerie, outillage et équipement divers	19	384 657	404 274	52 285
Terrains	20			
Autres	21			
	22	5 057 835	5 752 555	3 068 983

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	795 270	795 270	441 675
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			48 961
Conduites d'égout	4			31 878
Autres infrastructures	5	3 613 118	3 613 118	1 608 921
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	649 447	1 344 167	937 548
	12	5 057 835	5 752 555	3 068 983

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	34 674		16 800	17 874
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	12 576 601	657 965	642 435	12 592 131
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	12 611 275	657 965	659 235	12 610 005
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 075 605		192 812	2 882 793
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 075 605		192 812	2 882 793
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 075 605		192 812	2 882 793
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	600 348		91 170	509 178
	18	3 675 953		283 982	3 391 971
	19	16 287 228	657 965	943 217	16 001 976
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	16 287 228	657 965	943 217	16 001 976

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	13 501 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 696 779
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 727 084
Autres montants	9	505 178
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	158 486
Autres		
▪ Montant qui ne fera pas l'objet d'un emprunt à LT	11.1	6 503
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	12 800 528
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	2 362 196
Endettement net à long terme	14	15 162 724
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	1 205 615
Communauté métropolitaine	16	86 577
Autres organismes	17	778 000
Endettement total net à long terme	18	17 232 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	17 232 916
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffé et application de la loi	1				
Évaluation	2	65 142	65 142	65 142	62 719
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4	1 170 230	1 170 230	(78 291)	(73 595)
Sécurité incendie	5	767 973	778 651	(4 130)	10 011
Sécurité civile	6				
Autres	7		(14 241)	361	(761)
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	486 425	486 425	486 425	467 453
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	626 740	624 758	37 260	38 763
Matières résiduelles	12	777 126	664 493	664 493	651 412
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21	190 313	193 930	193 930	181 535
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	4 083 949	3 969 388	1 365 190	1 337 537

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 997 723	2 353 960
Frais de financement	4	60 112	11 587
Autres	5		
	6	5 057 835	2 365 547

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1	9,88	18 542,00	1 122 227	261 187	1 383 414
Professionnels	2					
Cols blancs	3	13,61	23 645,00	740 163	175 074	915 237
Cols bleus	4	13,86	28 922,00	720 516	133 978	854 494
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	37,35	71 109,00	2 582 906	570 239	3 153 145
Élus	9	7,00		168 851	67 409	236 260
	10	44,35		2 751 757	637 648	3 389 405

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	13 153	36 647	83 285		133 085
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	33 268	88 564	201 273		323 105
Autres	6	411 872	419 621	409 986	369 847	1 611 326
	7	458 293	544 832	694 544	369 847	2 067 516

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	9 874	8 568
	4	9 874	8 568
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	198 918	127 035
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	330	350
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	199 248	127 385
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	81 634	52 696
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	140 396	111 315
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	222 030	164 011
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	105 692	72 189
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	105 692	72 189
Réseau d'électricité			
	42		
	43	536 844	372 153

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Martin Dulac	1.1	Maire	34 790	17 395	33 433	2 027
Robert Pelletier - District 1	1.2	Conseiller	11 234	5 617	1 774	755
Robert Pelletier - District 1	1.3	Maire suppléant	1 615	807		
Jean-Guy Lévesque - District 2	1.4	Conseiller	11 597	5 798	390	195
Jean-Guy Lévesque - District 2	1.5	Maire suppléant	580	290		
Frédéric Lavoie - District 3	1.6	Conseiller	11 597	5 798	937	468
Frédéric Lavoie - District 3	1.7	Maire suppléant	580	290		
Magalie Taillon - District 4	1.8	Conseiller	11 597	5 798		
Magalie Taillon - District 4	1.9	Maire suppléant	580	290		
Tanya Czinkan - District 5	1.10	Conseiller	11 597	5 798		
Tanya Czinkan - District 5	1.11	Maire suppléant	580	290		
François Jean - District 6	1.12	Conseiller	11 597	5 798		
François Jean - District 6	1.13	Maire suppléant	580	290		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 500 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 119 264 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☒ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC de la Vallée du Richelieu: Entente en préparation suite au changement de statut de Municipalité à ville / Contrat actuel de la MRCVR se termine le 31-12-2027 avec possibilité de prolongation de 6 ans.

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☒ ☐
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 _____ 2019-321

b) Date d'adoption de la résolution

86 _____ 2019-09-09

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____ 352

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐
☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-07-07

Nom du signataire : Me Marie-Josée Bédard

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2025-07-08

Date et heure de la dernière modification : 2025-07-08 15:38